



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2763
16 juillet 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Oui à l'obligation... de recruter dans les hôpitaux !

**Droits des
chômeurs**
**Les attaques
de Macron**

Page 3

ADP Roissy et Orly
**En lutte
contre la baisse
des salaires**

Page 9

Haiti
**Après
l'assassinat
du président**

Page 12

Leur société

- Tests : payants pour les uns, très lucratifs pour d'autres 4
- "Revenu d'engagement" : Macron ne s'engage à rien 4
- Restaurants universitaires : fin du repas à 1 euro 4
- Grandes fortunes : toujours plus d'argent dans les coffres 4
- Limoges : "Ils vivent ici, ils travaillent ici, ils restent ici !" 5
- Saint-Fons : les locataires contre les hausses de charges 5
- Allocations : davantage d'exclus 5
- Bretagne : très haut débit pour les profits 5

Dans le monde

- Vaccination : la moitié de l'humanité laissée pour compte 6
- Un vaccin pour les riches, un autre pour les pauvres 6
- Tunisie : désastre sanitaire 6
- Tourisme spatial : caprices de riches 6
- Cuba : crise sociale et conséquences de l'embargo 7
- Chili : changer la Constitution ou la société ? 7
- Bangladesh : le capitalisme assassin 7
- Haïti : un président assassiné, des travailleurs entre désintérêt et inquiétude 12
- Afrique du Sud : émeutes de la pauvreté 12

Dans les entreprises

- Aéroports de Paris - Roissy-Orly : c'est toujours non! 9
- MA France : un patron à surveiller de très près 9
- Renault - Flins : le pont, c'est bon 9
- Santé : les hospitaliers pris pour des mendiants 10
- Clinique Turin - Paris 8^e : personnel fatigué, patients en danger 10
- Flunch : licenciements pour les profits de Mulliez 10
- Dreuilhe - Lavelanet : 110 jours de grève des facteurs 10
- Satys - Marignane et Toulouse 11
- Journal Charente Libre : en grève 11

Il y a 80 ans

- 22 juin 1941 : l'attaque d'Hitler contre l'URSS 8

Agenda

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12

Oui à l'obligation... de recruter dans les hôpitaux et d'augmenter les soignants!

En plus d'avoir annoncé qu'il remettra le couvert sur la retraite, dès que possible, et que les allocations chômage baisseront bien, Macron a annoncé l'obligation vaccinale pour les soignants, l'extension du pass sanitaire et la fin de la gratuité des tests PCR à l'automne. Aucune de ces mesures ne répond aux problèmes posés par la pandémie. Elles servent surtout à masquer les manquements et l'incurie de l'État.

Macron parle de vacciner la planète. Mais lui et les autres dirigeants du monde en sont incapables. Malgré leurs promesses, seulement 1% des doses ont été administrées dans les pays pauvres, car ils ne veulent pas imposer la levée des brevets aux trusts pharmaceutiques.

À ce rythme, l'Inde ou l'Afrique du Sud, qui pourraient fabriquer leurs propres vaccins en disposant des brevets, mettront des années à vacciner leur population. D'ici là, combien y aura-t-il de nouvelles vagues et de nouveaux variants?

C'est pour cacher cette impuissance et sa gestion défailante, ici en France, que Macron agite le bâton de l'obligation vaccinale. Cette obligation concernerait donc les soignants au sens large. Les infirmières, aides-soignantes ou ambulanciers récalcitrants seront-ils sanctionnés? Seront-ils, comme en Italie, suspendus et mis à pied sans salaire? Seront-ils révoqués? Quoi qu'il en soit, cette menace de sanctions est inacceptable.

Macron n'a pas accusé les soignants non vaccinés « de non-assistance à personne en danger », comme l'a fait Bayrou, ou de « trahison », comme a osé le faire Kouchner. Mais il nous sert le même plat écœurant. S'il y a des femmes et des hommes qui ont assumé leurs responsabilités dans cette crise, ce sont bien ceux qui nous ont soignés au péril de leur santé et de leur vie! Et pour travailler, aujourd'hui, dans les hôpitaux, les Ehpad ou être aide à domicile, il en faut du dévouement et de l'esprit de solidarité!

Macron a répété qu'il préférerait « convaincre », plutôt que « contraindre ». Eh bien, cette belle philosophie ne vaut manifestement pas pour les travailleurs! Vis-à-vis d'eux, le gouvernement ne sait que manier la trique, et c'est au tour des soignants d'en faire l'amère expérience. C'est la preuve que Macron comme Véran, le ministre de la Santé, se moquent de ce que

pensent les soignants, se moquent de leurs sentiments, de leurs doutes et de leurs peurs. Et cela ne date pas d'aujourd'hui.

Les soignants sont bien placés pour savoir que la santé et le bien-être des malades ne sont pas la priorité du gouvernement. Ils n'oublient pas qu'ils ont dû se tailler des blouses dans les sacs poubelles au début de la crise et que certains ont même été forcés de travailler en ayant le Covid. Et aujourd'hui les responsables de ce chaos osent leur faire la morale et les accuser « d'irresponsabilité professionnelle »!

Le pire, c'est que la gestion capitaliste des hôpitaux continue, avec l'externalisation des services de nettoyage, les fermetures de lits et les économies à tous les étages. Le ministre de la Santé regrette le manque d'infirmières, mais il refuse de financer les formations demandées par les aides-soignantes. Il déplore les démissions, mais refuse de revaloriser les salaires et d'embaucher en nombre.

Avec les scandales sanitaires, dont celui du Mediator, les patrons des laboratoires ont montré qu'ils étaient capables de mentir aux malades et de les empoisonner, pour continuer à encaisser des profits. Et qui oserait dire que cette campagne de vaccination n'est pas aussi une question de gros sous pour certains capitalistes? Voilà d'où vient l'écœurement et la défiance.

On peut regretter que tout cela ait entamé la confiance dans la parole scientifique et dans la vaccination, mais la société capitaliste est ainsi faite: elle dénature et pourrit tout.

S'il y a des comptes à demander pour la gestion catastrophique de cette pandémie et pour les ratés de la vaccination, c'est à ceux qui dirigent la société qu'il faut s'adresser. Mais ne marchons pas dans la manipulation qui vise à nous diviser et dresser une partie des travailleurs contre une autre.

Tous les travailleurs peuvent se retrouver et s'unir derrière un programme simple: Obligation de recruter massivement dans les hôpitaux! Obligation d'augmenter les salaires! Obligation de rendre publics les contrats signés avec les Big Pharma qui fabriquent les vaccins et les tests! Obligation de lever les brevets sur les vaccins et de les mettre à disposition des pays pauvres! Sur ce terrain, les soignants et l'ensemble des travailleurs ont les mêmes intérêts à défendre.

Résumons : pour le Covid, à 60 ans tu es vieux et fragile...

... mais pour la retraite tu es jeune et en pleine forme



Macron le 12 juillet : travailleurs et chômeurs en ligne de mire

Au-delà de ses déclarations se rapportant au Covid, Macron a défini un programme économique et social qui s'apparente à une déclaration de guerre ouverte au monde du travail. C'est bien ce que veut dire son axe : « **La priorité de sortie de crise sera donc la même que depuis le début du quinquennat : le travail et le mérite.** »

Sur « la nécessaire réforme des régimes de retraites », l'affirmation « *il va falloir travailler plus longtemps* » est insupportable pour des millions de travailleurs qui se retrouvent cassés bien avant 60 ans, et dont moins de la moitié arrivent à la retraite en ayant encore un emploi. En prime, l'objectif de la suppression des régimes spéciaux de retraite, qui représentent encore à l'heure actuelle une petite protection pour une partie des travailleurs, a été répété. Bien sûr, ces prétendues réformes nécessaires sont remises de fait au-delà de la prochaine élection

présidentielle, mais cela permet à Macron de se présenter comme un dur, dur envers les travailleurs, ceux d'en bas, qui ne sont pas inclus dans le « mérite ». Cela peut toujours être utile pour attirer les votes de l'électorat réactionnaire.

Mais la réforme de l'indemnisation du chômage, déjà votée, n'attendra pas et devrait être appliquée dès le 1^{er} octobre. Elle concerne aujourd'hui près de six millions de travailleurs sans emploi et, de façon induite, toute la classe ouvrière. Macron n'a pas hésité, pour la justifier, à piocher dans la poubelle des propos les plus



réactionnaires. Le « *il n'est pas normal que ceux qui ne travaillent pas touchent plus que ceux qui travaillent* » vise à présenter les chômeurs comme des profiteurs. Mais, sur les 2 845 000 chômeurs indemnisés en juin, la moitié touchaient moins de 1068 euros brut avant cotisations sociales. Deux autres millions de chômeurs doivent essayer de survivre avec au mieux le RSA, soit 565,34 euros mensuels, avec en prime la perte de tous les droits à la retraite. Cela éclaire sur le niveau de salaire que trouve normal le porte-parole du grand patronat.

Le projet de Macron vise à réduire autant que possible la rémunération de l'ensemble de la classe ouvrière. Ce passage en force vise, d'un côté, à réduire la rémunération de centaines

de milliers de chômeurs déjà chichement indemnisés, bien loin de ce qu'ils touchaient en travaillant. D'autre part, la réforme privera d'indemnisation une majorité de travailleurs précaires qui vont de stages non rémunérés à des emplois en intérim ou en CDD de quelques jours. Cette réforme indigne va enfoncer des pans de la classe ouvrière dans la misère, avec bien sûr l'approbation du patronat. Car cette guerre aux six millions de chômeurs actuels, toutes catégories confondues, vient en appui à la guerre aux salaires déjà enclenchée dans nombre d'entreprises.

Pour baisser les salaires, les employeurs ont besoin que les travailleurs privés d'emploi ne puissent plus survivre au chômage et

soient prêts à accepter n'importe quelle rémunération. Il faut que les travailleurs qui sont à l'usine, dans les chantiers et ailleurs, soient terrorisés à l'idée de se retrouver au chômage et soient donc prêts à accepter tous les sacrifices.

Quand il annonce que le pays se redressera « par le travail », Macron proclame en fait que, comme tous les politiciens bourgeois qui « défendent les entreprises », il entend prendre toute sa place dans la guerre aux salariés. Il a aussi dit clairement que les 100 milliards d'aides alloués à la grande bourgeoisie seront remboursés sans hausse d'impôts, mais « par le travail ». On ne peut être plus clair : ce sera en surexploitant les travailleurs.

Paul Sorel

Réforme des retraites : toujours sur le tapis

Dans son intervention du lundi 12 juillet, Macron a repoussé la réforme des retraites tant que « *l'épidémie ne sera pas sous contrôle et la reprise bien engagée* ». Sera-t-elle relancée avant les présidentielles ? L'avenir le dira.



Que ce soit dans le cadre de sa campagne électorale de 2022 ou pour mettre en œuvre une partie de sa réforme adoptée avec le 49.3 fin 2019, il a présenté ses intentions comme si celles-ci répondaient à une justice sociale. Mais lorsque ce serviteur des riches se montre sensible aux inégalités, il y

a de quoi se méfier.

L'équité ou l'égalité sont des arguments pour faire valoir une série de réformes comme repousser l'âge de la retraite et baisser le montant des pensions. Depuis 1993, année où le gouvernement Balladur, sous la présidence de François Mitterrand, réduisit considérablement

les retraites des salariés du privé, chaque gouvernement s'est appuyé sur les ressentiments des travailleurs d'un secteur contre un autre pour justifier les attaques suivantes. Les grèves de 1995 ont imposé un coup d'arrêt à la dégradation des retraites et contraint les gouvernements suivants à viser une catégorie après l'autre. Mais aujourd'hui, les différents régimes sont devenus bien plus proches en termes de montant de retraite comme du nombre minimum de trimestres cotisés ou du calcul du montant des pensions. À chaque étape, les nouveaux retraités y ont perdu.

Alors, lorsque Macron évoque les « inégalités majeures », la ficelle est un peu grosse. Face à la colère des ouvriers devant un éventuel recul de l'âge de la retraite, alors que leur espérance de vie est bien plus courte, il prétend qu'il en sera tenu compte avec un système très compliqué de reconnaissance de pénibilité, conçu pour écarter le plus de bénéficiaires possibles.

Un des buts affichés de Macron est qu'il n'y ait pas de pension en dessous de 1 000 euros. Mais cette mesure pourrait être prise immédiatement, si elle était

si importante aux yeux du gouvernement. Il s'agit simplement de montrer une légère empathie pour les plus pauvres, artisans en difficulté ou femmes ayant eu une carrière hachée, pour justifier le reste des attaques.

Les travailleurs auront à rester vigilant et à montrer qu'ils sont prêts à se mobiliser, quelle que

soit leur catégorie, s'ils ne veulent pas que, sous prétexte d'améliorer un tout petit peu les conditions de certains, elles soient modifiées au désavantage de la très grande majorité. Car, si Macron et le patronat restent prudents, c'est bien parce qu'ils continuent de craindre les réactions des travailleurs.

Inès Rabah

Hidalgo : indignation de circonstance

Dans une tribune dans le *Journal du Dimanche*, la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, s'est prononcée contre le recul de l'âge de la retraite, déclarant qu'il serait « profondément injuste ».

Hidalgo se prépare pour l'élection présidentielle et, en bonne candidate à la candidature, préfère se démarquer de Macron.

Fort justement, elle explique qu'une telle mesure d'âge « *frapperait les professions exposées à la pénibilité, celles-là mêmes que nous avons applaudies à 20 heures pendant des mois : le personnel soignant, celui des*

supermarchés, des établissements sanitaires et sociaux et des services d'aide à domicile, les ouvriers du bâtiment, de l'agroalimentaire, les livreurs, ou les agents de sécurité ».

Bien d'autres socialistes ont, avant elle, fait de telles déclarations, pour les oublier rapidement en arrivant au pouvoir. Non seulement ils se gardaient bien de revenir sur les réformes de leur prédécesseur de droite mais, le plus souvent, ils les ont aggravées par de nouvelles mesures.

Hidalgo veut à son tour refaire le même coup. Merci, on a déjà donné!

Alain Chevard

Tests : payants pour les uns, très lucratifs pour d'autres

« Cet automne, les fameux tests PCR seront rendus payants, sauf prescription médicale », a annoncé Emmanuel Macron le 12 juillet. Et il en ira de même pour les tests antigéniques, a annoncé le porte-parole du gouvernement.

En clair, à partir de cet automne, toutes celles et ceux qui ne seront pas vaccinés devront s'acquitter d'un droit de péage avant même de pouvoir prendre le train, aller voir un spectacle ou tout simplement entrer dans un café ou un centre commercial. En effet, puisque le pass sanitaire – ce droit de passage constitué soit d'une vaccination, soit d'un test négatif – sera exigé avant tous ces actes de la vie, faute d'un certificat de vaccination, il leur faudra présenter un test négatif récent et pour cela le payer.

Le montant du péage ne sera pas des moindres. Si les tarifs restent identiques à ceux aujourd'hui facturés à l'Assurance maladie, un test PCR coûtera 49 euros et un test antigénique 25 euros. Ainsi la mesure s'annonce dure pour les plus pauvres et quasi insensible pour les autres.

Derrière l'argument sur la vaccination et la course de vitesse engagée contre le variant Delta, se profile celui des nécessaires économies à réaliser pour l'Assurance maladie. Les organismes officiels chargés

des statistiques annoncent le franchissement du cap de 100 millions de tests depuis le début de la crise sanitaire. La Sécurité sociale informe avoir déjà consacré 2,2 milliards d'euros aux tests de dépistage en 2020 et prévoit une enveloppe de 4,9 milliards pour 2021.

Mais il s'agit là des sommes payées aux laboratoires qui réalisent les tests. Combien coûtent-ils à la production? À combien revient l'usage des machines, ces automates qui lisent les tests, et des réactifs sans lesquels ces automates sont impuissants? Quelles sommes reviennent aux laboratoires d'analyses qui réalisent les prélèvements? Il en va du diagnostic comme de la vaccination: la plus grande



LE COURRIER PICARD

opacité règne sur les prix et les contrats. Toute la production est aux mains de puissants groupes privés, qui décident et imposent leur prix et prélèvent leur bénéfice.

Une seule chose est claire: tout va bien

notamment pour les laboratoires d'analyses, dont un journal économique titrait: « Les tests anti-Covid font grimper les bénéfices et les valorisations des laboratoires. » Pour eux aussi, le Covid-19 est une aubaine.

Sophie Gargan

« Revenu d'engagement » : le gouvernement ne s'engage à rien

Lors de son allocution, Macron a annoncé la création à la rentrée d'un « revenu d'engagement » pour les jeunes sans emploi ni formation « fondé sur une logique de devoir et de droits ». D'après les fuites distillées au préalable dans les médias, il s'agirait peut-être de changer le nom de la « garantie jeune » et d'étendre le nombre des personnes susceptibles d'en bénéficier, sans qu'on puisse savoir précisément en quoi consisterait cette extension, puisque les plus de 25 ans ont droit au RSA comme tous les autres adultes. Cette « garantie jeunes », aujourd'hui touchée par 100 000 jeunes de 18 à 25 ans, a été créée en 2013 sous Hollande et permet à certains jeunes sans formation ni emploi de

toucher l'équivalent du RSA pendant au plus un an et demi, après signature d'une convention avec la mission locale.

Certains jeunes adultes pourraient ainsi être mieux suivis, peut-on lire dans la

presse. Encore faudrait-il embaucher en conséquence pour assurer cet accompagnement... et pour les accompagner vers quoi, si les emplois qui manquent ne sont pas créés?

Sacha Kami



Restaurants universitaires : fin du repas à 1 euro

Lors d'une conférence de presse vendredi 9 juillet, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Frédérique Vidal, a annoncé que seuls les étudiants boursiers et ceux se trouvant en situation de précarité pourront continuer à bénéficier de repas à 1 euro à la rentrée. Pour les autres, le prix sera multiplié par plus de trois, passant de 1 à 3,30 euros.

Depuis un an et demi, de nombreux étudiants contraints à travailler pour financer leurs études se sont retrouvés privés d'emploi. Beaucoup se sont serrés la ceinture jusqu'à ne

plus pouvoir faire face aux dépenses courantes et devoir s'adresser aux organisations caritatives pour se nourrir. En janvier, face à l'émotion causée dans la population par cette situation, le gouvernement avait dû se résoudre à proposer des repas à 1 euro pour tous: 11 millions de repas ont été distribués en six mois.

Avec la mesure annoncée, le gouvernement souhaite revenir à la situation d'avant la crise sanitaire, ce dispositif existant pour les boursiers depuis juillet 2019. Quant aux « précaires » qui en bénéficieraient aussi, la ministre

s'est évidemment bien gardée de donner la moindre indication sur les étudiants que cela pourrait concerner.

Macron a beau claironner que la reprise est là, les dégâts causés par la crise n'ont pas disparu par enchantement, ni la paupérisation des jeunes ni les pertes de revenus subies par leurs parents. Mais, pour le gouvernement, il était urgent de tripler le prix du repas étudiant. C'est plus facile que de débloquer des moyens pour permettre aux jeunes de poursuivre leurs études dans de bonnes conditions.

S. K.

Grandes fortunes : toujours plus d'argent dans les coffres

Plus on est riche, plus on s'enrichit, catastrophe sanitaire ou pas. C'est la leçon du classement des fortunes de France publié comme chaque année par le magazine *Challenges*.

Le patrimoine total des 500 plus grosses fortunes du pays a en effet augmenté de 30% en un an, pour atteindre en 2021 la somme de 1 000 milliards d'euros. Mais, parmi ces 500 riches, les dix premiers ont gagné encore plus. Leur fortune totale est aujourd'hui supérieure à celle des 490 autres.

Bernard Arnault, possesseur du groupe de luxe LVMH, est passé de 100 milliards d'euros en 2020 à 157 milliards en 2021. La famille Hermès de 55 à 81 milliards. Françoise Bettencourt, avec son groupe L'Oréal, de 51 à 74 milliards. Les possesseurs du groupe Chanel, Alain et Gérard Werthelmer, sont passés de 53 à 67 milliards.

Derrière cet enrichissement record, qui concerne d'ailleurs tous les pays du monde, il y a l'exploitation accrue des travailleurs. La pandémie et les mesures prises par les gouvernements à cette occasion se sont ajoutées à la peur du chômage pour permettre au grand patronat d'aggraver l'exploitation. Pour ne citer qu'un exemple, Robert Peugeot et sa famille, qui détiennent 7% du groupe Stellantis né de la fusion de PSA et de Fiat Chrysler,

ont vu leur fortune passer de 3,2 milliards à 6,2 milliards. Mais il y a aussi l'argent déversé par les banques centrales, qui a atterri dans les coffres des grands groupes et leur a permis de spéculer comme jamais, alimentant l'envolée des Bourses, multipliant les opérations de fusion-acquisition et au bout du compte gonflant encore la fortune des plus riches.

Alors que l'épidémie a été un drame pour bien des travailleurs et des familles pauvres, elle s'est révélée une opportunité pour les super-riches. C'est dans ces milliards accumulés par toute la classe capitaliste qu'il faut prendre de quoi garantir les salaires et assurer des emplois pour tous.

Daniel Mescla



BNP PARIBAS

Limoges : « Ils vivent ici, ils travaillent ici, ils restent ici ! »

Mercredi 7 juillet au petit matin, à Limoges, une escouade de gendarmes mobiles aidés de la police municipale, après avoir bloqué tous les accès aux rues avoisinantes, ont brutalement délogé 110 migrants qui, avec l'aide du collectif Chabat d'entrer, avaient trouvé refuge dans d'anciens locaux EDF désaffectés.

Ces migrants vivaient là depuis deux ans, après une énième expulsion au mois de juillet 2019. Ils y avaient aménagé de petits logements, avaient construit ou s'étaient procuré quelques meubles. Hommes et femmes, célibataires ou en famille, venus d'Afrique subsaharienne, de pays du Maghreb ou d'Europe de l'Est, tous demandeurs d'asile, ils vivaient là de manière solidaire et collective. Malgré l'interdiction qui leur est faite, ils travaillent tous, car ils n'ont pas le choix, pour survivre : ils sont souvent livreurs de repas à vélo pour Uber Eats ou Deliveroo, ramasseurs de fruits dans la campagne limousine, etc. Beaucoup, soucieux de prouver leur désir d'intégration pour être régularisés, travaillent

aussi bénévolement dans des associations.

Entretemps, les locaux EDF sont devenus la propriété du trust Vinci et un arrêté d'expulsion a été prononcé au tribunal. La police et les fonctionnaires de la préfecture ont donné aux migrants l'ordre de regrouper « leurs affaires les plus urgentes » et de déguerpir dans les dix minutes ! La préfecture avait tout organisé pour avoir le moins de témoins possible, mais les bénévoles qui les soutiennent depuis le début ont été rapidement prévenus et ont pu limiter les dégâts en les regroupant et en les aidant à récupérer et transporter leurs affaires.

Vingt et un habitants de ce lieu de vie appelé « squat de la rue de la Révolution » et leurs enfants, régularisés

pour six mois après de longues négociations, ont eu le droit d'aller s'entasser dans des chambres d'hôtel. Les autres ont été amenés pour une nuit dans le gymnase d'un collège, que la préfecture a fermé dès le lendemain à 17 heures. Sans le dévouement des bénévoles du collectif Chabat d'entrer ou du Secours populaire, qui ont réussi à leur procurer des hébergements – très provisoires –, ils se seraient tous retrouvés à la rue avec le chantage : accepter de retourner d'où ils viennent pour avoir droit à un hébergement... avant de se faire expulser.

Dès le mercredi soir 7 juillet, un rassemblement de protestation contre les méthodes de la préfecture et de soutien aux migrants a regroupé près de 200 personnes, prévenues de bouche à oreille ou par les réseaux sociaux. Comme l'ont scandé les manifestants : ils vivent ici, ils travaillent ici, ils restent ici !

Correspondant LO



Cité de l'Arsenal à Saint-Fons.

Saint-Fons : les locataires contre les hausses de charges

Depuis plusieurs mois, les locataires du bailleur social Alliade habitat à Saint-Fons, dans le Rhône, sont en colère, se plaignant de l'insalubrité (invasion de blattes), de la vétusté des logements et des équipements, en particulier des ascenseurs.

Ce qui a cristallisé le mécontentement est surtout un rappel de charges d'eau allant de 400 jusqu'à 900 euros pour certaines familles. La réaction a été instantanée. Une pétition dénonçant cette exigence d'Alliade a recueilli 500 signatures. Le bailleur expliquant qu'il s'agissait de régularisation de charges datant de 2019, qui auraient été sous-estimées, son argumentation n'a pas convaincu les locataires. Ils voudraient bien qu'on leur explique par quel miracle ils auraient eu, cette année-là, une consommation bien supérieure à leur consommation habituelle.

Plusieurs dizaines de locataires se sont retrouvés devant la mairie de Saint-Fons, en colère contre ce rappel de charges qui représente une somme considérable pour beaucoup de familles ayant déjà du mal à joindre les deux bouts. Une délégation a été reçue par Alliade habitat, en présence de représentants de la mairie de Saint-Fons.

Jusque-là, la seule

proposition faite par le bailleur a été la création d'une boîte mail spécifiquement dédiée à l'exposé des difficultés et problèmes rencontrés par les habitants. C'est vraiment traiter par-dessus la jambe leurs préoccupations et interrogations.

La proposition d'un échelonnement pour le paiement du rappel de charges ne correspond pas non plus à leurs attentes. Un grand nombre de locataires estiment ces charges indues et ne comptent pas en rester là. Comme premier succès, sur plainte d'Alliade habitat, l'un d'eux avait été cité à comparaître devant le tribunal pour non-paiement du rappel de charges. Mais il a débouté le bailleur et donné raison au locataire, qui n'aura donc pas à payer.

Toutes et tous sont ainsi confortés dans leur action et voient que leur mobilisation est payante. Elle devra se poursuivre pour obliger Alliade habitat à renoncer à ses exigences et à satisfaire toutes leurs demandes.

Correspondant LO

Bretagne : très haut débit pour les profits

La chambre régionale des comptes (CRC) vient de pointer dans son dernier rapport les causes du retard pris dans le déploiement de la fibre optique en Bretagne.

Piloté par le syndicat mixte Mégalis, qui regroupe plusieurs dizaines de collectivités territoriales, et sous la houlette du conseil régional, selon la CRC, le clientélisme est une politique largement répandue pour une obtention plus rapide de la fibre. Ainsi, des communes avec une forte activité économique comme Pontivy ou Loudéac ne sont toujours pas couvertes en très haut débit, alors que de petites communes rurales le sont.

Par ailleurs, les contrats entre Mégalis et Orange sont extrêmement rentables. Si,

au départ, il était prévu de verser 15% de dividendes à ce groupe pour sa mise de départ, avec la renégociation des contrats, la rentabilité est passée à 44%.

Des millions d'argent public tombent ainsi dans les poches des actionnaires d'Orange sans trop d'efforts. Pour ces profiteurs, la fibre est la poule aux œufs d'or. Dans ces conditions, pourquoi Orange serait-il pressé de raccorder l'ensemble des foyers bretons à l'Internet très haut débit ?

Correspondant LO



Manifestation contre l'expulsion d'un squat.

Allocations : davantage d'exclus

Dans une interview au quotidien *20 minutes*, la secrétaire d'État Sophie Cluzel a tenté de justifier son opposition à un calcul individuel de l'allocation adulte handicapé, en déclarant que ce serait une brèche ouverte pour revoir également le calcul du RSA et de l'APL, l'aide personnalisée au logement.

On ne saurait mieux dire ! Car de plus en plus de personnes seules, et aussi de couples, n'ont plus droit à

ces allocations.

Par exemple, il y a quelques années encore, une personne seule payée au smic, ou un peu au-delà, pouvait toucher des APL. Ce n'est plus le cas aujourd'hui dans une agglomération de plus de 100 000 habitants, située en dehors de Paris, même si les loyers sont chers : une personne qui perçoit 97% du smic, soit 1 194 euros en salaire net, en est privée. Et c'est encore pire si elle se met en couple :

même avec deux enfants, un couple est considéré comme trop riche pour percevoir les APL si les revenus du foyer dépassent 1,79 smic, soit 2 203 euros, contre 2,14 smic en 1996.

Bien involontairement, la secrétaire d'État a fait remarquer que les handicapés ne sont pas les seuls allocataires à être touchés par les entours loupes concoctées dans les cabinets ministériels.

Jean Sanday

Vaccination : la moitié de l'humanité laissée pour compte

Réactivée par le variant indien, l'épidémie de Covid menace l'Afrique et beaucoup de pays pauvres. En Afrique du Sud, au Congo ou encore en Ouganda, les hôpitaux sont saturés, démunis, l'oxygène manque, et ce n'est guère mieux au Bangladesh ou aux Philippines.

Aujourd'hui, à peine un Africain sur cent est vacciné, contre un habitant sur deux, en moyenne, aux USA ou en Europe occidentale.

Les dirigeants des pays les plus riches se sont opposés à la levée des brevets sur les vaccins contre le Covid, que réclamaient notamment l'Inde et l'Afrique du Sud avec l'objectif de multiplier le nombre de centres de production. La main sur le cœur, Macron et ses congénères occidentaux leur ont opposé la promesse de mettre en place Covax. Ce programme devait fournir en 2021 aux 92 pays les plus pauvres plus d'un milliard de doses de

vaccin gratuites, et mettre à disposition d'une centaine d'autres pays 700 millions de doses à coût réduit.

Dans les faits, au 1^{er} juillet, Covax n'a réussi à fournir qu'à peine 100 millions de doses, cinq fois moins que prévu. Cela a contraint des pays pauvres à négocier des doses directement auprès des fournisseurs, qui ne se sont pas gênés pour imposer leurs prix. C'est ainsi que la dose du vaccin AstraZeneca, censée être vendue à prix coûtant par le trust pharmaceutique, fournie à l'Europe pour 2,5 dollars, a été vendue 5 dollars à l'Afrique du Sud et 7 dollars à l'Ouganda,



Attente pour la vaccination à Mumbai, en Inde.

un des pays les plus pauvres du monde !

La situation s'est encore aggravée ensuite, car c'est un producteur unique, le groupe indien Serum Institute, qui fournissait l'essentiel de ces doses, ainsi que celles alimentant Covax, et en mars l'explosion de l'épidémie a amené le gouvernement indien à bloquer les exportations de vaccins. Dans certains pays comme le Bangladesh, les soignants se sont retrouvés du jour au lendemain dans l'incapacité d'administrer la seconde dose

aux millions de personnes qui avaient reçu la première. Dans d'autres, la campagne de vaccination a été arrêtée à peine après avoir commencé.

Aujourd'hui, face à la catastrophe annoncée, des centaines de millions de doses seraient nécessaires dans un très court délai. Pour l'avenir, l'Organisation mondiale de la santé demande également une levée temporaire des brevets et des transferts de technologies, pour permettre de produire les vaccins sur place, comme ce serait possible en Afrique

du Sud, au Maroc, en Égypte ou au Bangladesh. Ce serait bien le minimum pour produire massivement et achever sur toute la planète les milliards de doses de vaccin dont l'humanité a un besoin vital, sous peine de voir sans cesse apparaître de nouveaux variants meurtriers.

Pour cela, il faudra mettre fin à la mainmise sur la santé publique des grands laboratoires pharmaceutiques qui profitent cyniquement de la pénurie pour augmenter leurs profits.

Serge Fauveau

Tourisme spatial : caprices de riches



Le milliardaire anglais Richard Branson, patron de Virgin, a réussi à monter à 90 kilomètres dans l'espace, volant la vedette au patron d'Amazon, Jeff Bezos, qui avait prévu de décoller le 20 juillet.

Bezos a rétorqué que lui irait vraiment dans l'espace, en franchissant la ligne fatidique des 100 kilomètres d'altitude et en embarquant un touriste spatial prêt à déboursier 28 millions de dollars pour trois minutes d'apesanteur. Branson, lui, qui ne demandera que 200 000 euros aux futurs touristes spatiaux, opère dans le

low-cost.

Le patron de SpaceX, Elon Musk, n'a alors pas pu s'empêcher de rappeler que c'est lui qui a la plus grosse fusée... et qu'il enverra des millionnaires en orbite à la fin de l'année.

Ainsi, il en est maintenant du vol spatial comme de bien d'autres conquêtes scientifiques : entre les mains de quelques margoulins, il devient un joujou dérisoire pour millionnaires, à ajouter à leurs yachts, leurs pursang et leurs voitures de course.

S. F.

Un vaccin pour les riches, un autre pour les pauvres

La société indienne Serum Institute est aujourd'hui le plus gros fabricant de vaccins du monde. Elle assure notamment la fabrication en sous-traitance de vaccins AstraZeneca. Elle en vend sous licence aux pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud, soit directement, soit via le programme Covax.

AstraZeneca est assuré de

toucher 50% du prix de vente de chacun de ces vaccins. Mais, comme le font souvent les multinationales en pareil cas, il n'a pas voulu que cette commercialisation se fasse sous le même nom que celui qu'il utilise pour le vendre aux pays riches. C'est donc sous le nom de Covishield qu'il est distribué. Cela a une conséquence bien concrète aujourd'hui pour ceux qui

ont reçu ce vaccin et qui souhaitent voyager. En effet l'Union européenne a homologué le vaccin AstraZeneca, mais pas le Covishield, de sorte que le voyageur vacciné avec ce vaccin estampillé low cost, lorsqu'il arrive à Paris par exemple, n'est pas reconnu comme vacciné par les autorités françaises.

S. F.

Tunisie : désastre sanitaire

La pandémie fait actuellement des ravages en Tunisie, victime d'un effondrement de son système sanitaire.

Les témoignages évoquent les hôpitaux bondés, les malades dans les couloirs, parfois à même le sol. Des soignants disent manquer cruellement de respirateurs, ne plus savoir qui secourir en premier. Certains malades meurent sans qu'on s'en rende compte. Le pays en est à plus de 16 000 morts pour 12 millions d'habitants, dont 194 pour le seul samedi 10 juillet. Le taux de tests positifs dépasse 35% dans le pays, 50% dans certaines régions, surtout les plus délaissées comme celle de Kairouan.

Le pays, qui n'avait compté que 55 morts entre mars et août 2020, est rattrapé par l'épidémie due à la diffusion du variant Delta et surtout à l'état dramatique du système

de santé, qui s'est aggravé depuis des années.

Les hôpitaux publics et les cliniques privées manquent de moyens et de médecins, ceux-ci quittant massivement le pays, à un rythme estimé entre 700 et 800 chaque année. Au total, il n'y a que 160 médecins réanimateurs dans le public, 250 dans le privé, pour 500 à l'étranger. Depuis neuf mois, des infirmiers recrutés avec des contrats à durée déterminée pour faire face à la crise sanitaire n'ont pas eu de salaire. À cela s'ajoutent les fausses promesses et la corruption : en 2016, l'Arabie saoudite a donné 85 millions de dollars pour un centre hospitalo-universitaire à Kairouan où, en 2019, le nouveau président Kais Saïed a

promis d'y bâtir une « cité de la santé ». Aucune pierre n'a encore été posée.

Seulement 5% des Tunisiens, soit 600 000 personnes, ont été vaccinés. L'État n'a guère organisé de campagne, mais de toute manière les doses manquent. Face à la catastrophe, le prince héritier de Dubaï vient d'en envoyer 500 000, l'Algérie voisine en a promis 250 000 et 100 000 m³ d'oxygène. Macron s'est, lui, contenté de faire des promesses lors de son intervention du lundi 12 juillet : « Nous avons aidé et nous allons encore aider, et je pense particulièrement à la Tunisie. »

On sait donc à quoi s'en tenir : rien ou quasiment ne sera fait qui soit susceptible de permettre à la population tunisienne de faire face à la crise sanitaire.

Frédéric Gesrol

Cuba : crise sociale et conséquences de l'embargo

Le 11 juillet, des milliers de Cubains sont descendus dans la rue pour manifester, de façon inédite, aux cris de « Nous avons faim », « Nous voulons des vaccins », « Nous n'avons pas peur », « Liberté ».

Les anticastristes de tout-poil, en tête ceux de Miami, ont voulu voir dans cette journée de révolte, qui a marqué plusieurs villes du pays, la fin du régime. C'était aller un peu vite en besogne. Mais il reste que cette protestation, quels qu'en aient été les instigateurs via les réseaux sociaux, autorisés depuis 2018, a montré que la population cubaine supporte de plus en plus mal la crise économique et sanitaire qui la frappe. Elle n'est pas la seule dans le monde : des réactions de colère et de révolte se produisent dans de nombreux pays, du Pérou au Liban, où la dégradation économique est immense.

Cuba n'y a pas échappé.

L'économie du pays repose en grande partie sur le tourisme. Mais laisser entrer les touristes a eu pour conséquence de faire entrer le virus. Maintenant, à l'inverse, les touristes ont disparu et avec eux l'activité qu'ils entraînaient.

À cela s'est ajoutée la récente réforme monétaire qui a fondu les deux systèmes qui cohabitaient, une monnaie sous-évaluée pour les locaux, et une monnaie surévaluée pour les touristes. La conséquence est une forte inflation.

Mais une dernière cause, et qui n'est pas la moindre, est le fait que depuis 1962 l'embargo imposé par les États-Unis prive Cuba d'accès



LA IZQUIERDA DIARIO

à des biens de consommation indispensables, nourriture ou médicaments.

Cuba ne manque pas de dollars mais, du fait de l'embargo, beaucoup de pays qui pourraient traiter avec l'île s'y refusent, pour ne pas subir les foudres de Washington. Et sur ce plan le président Biden, qui plaît tant à Mélenchon et Roussel, marche dans les traces de Trump,

qui avait mis un terme à la demi-ouverture d'Obama. Ainsi Biden, en même temps qu'il donnait un coup de chapeau aux Cubains de Miami, vient cyniquement d'appeler « le régime cubain à entendre son peuple et à répondre à ses besoins en ce moment crucial, plutôt que de s'enrichir ». C'est l'étrangleur qui crie à l'assassin!

L'embargo promu par

Biden et ses prédécesseurs est une arme économique d'un État impérialiste qui souhaite punir un peuple pour avoir conquis son indépendance à son nez et à sa barbe. La misère ainsi provoquée peut alors fournir un prétexte à de nouvelles interventions. Le peuple cubain n'a certes pas à se fier à de tels prétendus défenseurs.

Jacques Fontenoy

Chili : changer la Constitution ou la société ?

Le 4 juillet, l'Assemblée constituante chargée d'écrire la nouvelle Constitution du Chili a élu sa présidente, Elisa Loncon Antileo, une linguiste militante de l'ethnie Mapuche. Elle prétend « transformer le Chili » pour en faire un État plurinational au service du peuple.

Élus fin mai, les 155 membres de cette Assemblée disposent de neuf mois pour rédiger une nouvelle Constitution. À peine commencés, les débats se sont arrêtés pour protester contre une violente répression policière des manifestants exigeant la libération des centaines de prisonniers politiques, détenus sans jugement depuis la proclamation de l'état d'urgence fin 2019.

Elisa Loncon a été mise en avant par les élus des peuples amérindiens, Mapuche, Aymara, Quechua, et a reçu le soutien des élus des coalitions de gauche (Chile digno où se trouve le PC et Frente

amplio). Elle a donc été élue à une large majorité, car la gauche et les élus indépendants, issus le plus souvent des assemblées réunies pendant la révolte de 2019, représentent une majorité de plus des deux tiers. La droite, le parti du président chilien, sanctionnée par les urnes, impuissante, n'a pu que présenter la présidente comme une radicale intolérante susceptible d'utiliser la violence pour parvenir à ses fins. Venant d'une droite qui n'est pas avare de coups bas et de violences contre la population, cela ne manque pas de sel.

C'est l'actuel président de

droite Piñera, un réactionnaire et l'une des principales fortunes du pays, qui a lancé le processus de nouvelle Constitution. Il entendait ainsi mettre un terme à la révolte de 2019 en proposant une solution parlementaire, aussitôt soutenue par la gauche de gouvernement. Celle-ci, en soulignant que la Constitution actuellement en vigueur avait été rédigée sous la dictature de Pinochet, a longtemps attribué tous les maux de la société chilienne

à ce chiffon de papier.

Le Chili est l'un des États les plus inégalitaires du monde. La crise sanitaire y a encore amplifié la pauvreté. Alors, comment une nouvelle Constitution pourrait-elle faire que l'État au service exclusif des plus riches puisse se mettre soudain à tenir compte des plus démunis? Pour mettre fin aux inégalités criantes, il faudrait s'en prendre à la fortune des plus riches, obliger les multinationales

à payer pour financer l'éducation, la santé, les retraites, tous secteurs que l'État chilien a abandonnés au privé et indispensables à la population.

Cela, il faudra une lutte déterminée des travailleurs à la tête des classes populaires pour l'imposer, de même que l'ensemble des droits sociaux contestés aux femmes, tels le droit à l'avortement, ou aux peuples autochtones.

Antoine Ferrer

Bangladesh : le capitalisme assassin

Vendredi 9 juillet, dans une banlieue de Dacca, plus de cinquante ouvriers ont été tués dans l'incendie d'une usine d'alimentation. Des dizaines d'autres ont été blessés.

Dans cette usine de six étages, qui produisait des bonbons, des pâtes et des jus de fruits, étaient entreposés des stocks de produits inflammables et de plastiques. Le feu se propageant très rapidement, une partie des ouvriers ont dû sauter par les fenêtres. D'autres se sont réfugiés sur le toit, d'où les pompiers les ont évacués. Mais les issues de secours du troisième étage étaient verrouillées et une cinquantaine d'ouvriers y ont été piégés.

En plus de multiples manquements à la sécurité,

l'enquête a révélé que l'usine employait des enfants de 11 ans, payés 20 centimes d'euro l'heure. Le patron a été arrêté pour homicide, en même temps que son équipe d'encadrement. Mais si les juges et les autorités vont sans doute répéter qu'il faut respecter les consignes de sécurité, tout continuera comme avant.

En 2013, l'effondrement du Rana Plaza avait tué dans des conditions semblables plus de 1 100 ouvriers, qui travaillaient en particulier pour de grandes marques

européennes de vêtements. Le scandale qui s'en était suivi semble avoir intimidé quelque peu les patrons du textile. Mais les autres usines et les immeubles d'habitation continuent de brûler ou de s'écrouler, faisant chaque année des centaines de morts dans la population pauvre.

Pour les capitalistes, une obligation de sécurité au travail n'est qu'une gêne, une atteinte à leur liberté d'exploiter. Dans les pays riches, il a fallu des décennies de luttes ouvrières pour leur imposer quelques règles, qu'ils tentent sans cesse d'outrepasser, mais c'est dans les pays pauvres que leur vraie nature de prédateurs se révèle.

Vincent Gelas



La police contre les manifestants à Santiago, le 4 juillet.

22 juin 1941 : l'attaque d'Hitler contre l'URSS

Dans la nuit du 21 au 22 juin 1941, Hitler lançait ses armées contre l'Union soviétique, l'alliée de la veille. Staline, qui avait conclu deux ans plus tôt un traité de non-agression avec le régime nazi, n'avait absolument pas préparé la population ni l'Armée rouge à cette attaque.

L'armée allemande remporta immédiatement des succès considérables. L'Armée rouge, décapitée par les procès de 1938, s'effondra. L'aviation soviétique fut anéantie en quelques heures. La Wehrmacht captura en quelques jours des centaines de milliers de soldats, qui n'avaient reçu aucune consigne de leurs officiers.

Les villes tombèrent les unes après les autres. Les massacres de population succédèrent aux massacres. À l'été 1941, les armées allemandes se trouvaient déjà aux portes de Leningrad et de Moscou. À l'automne, elles occupaient un territoire englobant 40 % de la population soviétique et 60 % des ressources agricoles, minières et industrielles du pays. L'URSS était sur le point de succomber, avant tout du fait de la politique de la bureaucratie stalinienne qui avait cru pouvoir échapper à une confrontation directe avec les forces armées de la bourgeoisie impérialiste.

L'URSS entraînée dans la guerre impérialiste

Les causes profondes de la Deuxième Guerre mondiale, dans laquelle l'URSS fut entraînée en 1941, étaient les mêmes que celles qui avaient déclenché la guerre de 1914-1918 : les rivalités entre les puissances impérialistes autour d'un repartage des colonies et du marché mondial. Les impérialismes vaincus tels que l'Allemagne, lésés dans le repartage du gâteau sur lequel avait débouché le premier conflit mondial, comptaient prendre leur revanche en s'attaquant notamment à la France et à la Grande-Bretagne, qui possédaient de vastes empires coloniaux. Sur fond d'une crise mondiale, l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne en 1933 signifiait que, dès lors, la bourgeoisie allemande ferait tout pour étendre son « espace vital ». Le monde capitaliste en crise marchait de nouveau vers la guerre.

« Avant tout, Staline a peur de la guerre », écrivait Léon Trotsky le 4 septembre

1939. « Staline ne peut pas faire la guerre avec des ouvriers et des paysans mécontents et une Armée rouge décapitée », poursuivait celui qui inlassablement dénonçait les crimes de Staline et combattait la dégénérescence de l'État ouvrier né de la révolution d'Octobre 1917.

Dans l'espoir illusoire d'échapper à la guerre qui approchait à grands pas, Staline et la bureaucratie avaient en effet d'abord tenté de s'allier aux puissances dites démocratiques (entre 1934 et 1936), sans avoir de vraie réponse. Puis, le 23 août 1939, la signature du pacte de non-agression avec Hitler fut un choc pour les travailleurs et les militants des Partis Communistes de toute l'Europe. C'était, disait Trotsky, « une capitulation de Staline devant l'impérialisme fasciste avec l'objectif de sauver l'oligarchie soviétique ».

Les puissances impérialistes, quant à elles, voyaient dans cette Deuxième Guerre mondiale l'occasion d'en finir avec l'URSS. Car, malgré toutes les trahisons des intérêts de la classe ouvrière par le stalinisme, malgré la nature foncièrement réactionnaire, conservatrice et contre-révolutionnaire du régime stalinien, l'URSS était pour l'impérialisme un ennemi à abattre. Elle restait, malgré le stalinisme, la preuve vivante de la possibilité qu'une révolution ouvrière, celle d'Octobre 1917, donne naissance à un État ouvrier, un État sans domination de la classe capitaliste.

La seule question qui s'était posée durant les années de l'immédiat avant-guerre était de savoir quelle puissance impérialiste lancerait l'assaut contre l'URSS, et ce fut donc finalement l'Allemagne d'Hitler.

Le sursaut des classes populaires

La terreur qui sévissait en Union soviétique était telle que, dans un premier temps, une partie de la population ne vit pas dans l'armée allemande une ennemie. Certains, parmi la paysannerie ukrainienne en particulier, la voyaient



Soldats allemand dans les rues de Minsk trois semaines après l'invasion.

même comme une armée libératrice. Mais ses agissements d'une extrême brutalité dissipèrent vite ces illusions : villages systématiquement incendiés (un tiers des villes et bourgades en Biélorussie) ; civils exécutés sauvagement ; Juifs massacrés massivement, comme à Babi Yar à Kiev, où fin septembre 1941, en 48 heures, 34 000 hommes, femmes et enfants furent exécutés ; prisonniers de guerre exécutés ou envoyés dans des camps, où les deux tiers des 3,3 millions qui s'y retrouvèrent moururent de faim et d'épuisement.

Le régime nazi voulait éliminer une population qu'il considérait comme inférieure sur le plan racial et surtout comme infectée par le fait de vivre depuis deux décennies sous le régime soviétique. Dans un discours tenu le 30 mars 1941 devant des officiers nazis, Hitler parla de la nécessité de mener « un combat

d'extermination ». Et il ajoutait : « Si nous ne l'envi-sageons pas ainsi, nous bat-trons certes l'ennemi, mais dans trente ans le communisme sera de nouveau en face de nous. » Et cela apparut vite clairement aux classes populaires de la Russie soviétique.

Reprise en main stalinienne

Lorsque Staline entreprit de reprendre les choses en main, il le fit à la façon bureaucratique habituelle, en comptant d'abord sur l'encadrement de la population par le parti unique et sur sa surveillance par la police politique. Des centaines d'usines furent démontées, leur personnel et les populations de l'ouest déplacés vers l'est, dans l'Oural et en Sibérie, pour remettre en route la production d'armement. Des anciens officiers furent tirés des camps pour être envoyés en première ligne encadrer des bataillons de

jeunes ouvriers et paysans que le régime envoyait, au début, combattre sans armes, car il n'en avait pas ou pas assez.

Et, à l'arrière, le régime réussit d'autant mieux à mobiliser la population qui mourait de faim au travail que celle-ci savait que son sort serait pire encore si l'armée allemande l'emportait. Staline fit appel au patriotisme russe. L'ennemi n'était pas l'impérialisme allemand, mais « l'Allemand », ce qui incluait le prolétariat de ce pays, jugé par le régime stalinien responsable de la victoire des nazis, alors que les militants communistes, socialistes et syndicalistes en avaient été les premières victimes et mouraient dans les camps de concentration.

Mais ce ne fut cependant pas la propagande nationaliste stalinienne qui mobilisa vraiment les travailleurs soviétiques, qu'ils soient dans les usines, les kolkhozes ou sous l'uniforme, au point de permettre finalement à l'URSS de vaincre l'armée allemande au prix de la mort de vingt millions de ses citoyens. Ce qui le permit fut d'abord la conscience que le régime nazi ne voulait pas seulement conquérir le pays, mais tuer l'espoir que la révolution d'Octobre avait soulevé dans le prolétariat mondial et dont l'Union soviétique, malgré le régime stalinien, pouvait être encore porteuse.

Malheureusement, la politique de Staline allait encore une fois se charger de dévoyer ces espoirs du prolétariat. Celui qui avait été l'allié cynique de Hitler se fit l'allié tout aussi cynique des pays vainqueurs, contribuant à écarter les possibilités de nouvelles révolutions et à stabiliser pour toute une période la domination de l'impérialisme.

Aline Rétesse



Aéroports de Paris – Roissy-Orly : c'est toujours non !

Vendredi 9 juillet, la grève à ADP a une nouvelle fois rassemblé environ 600 manifestants à Roissy et 300 à Orly. Un mois après le début du mouvement, et malgré la signature d'un protocole de fin de grève par deux syndicats, beaucoup restent déterminés à refuser toute baisse de salaire.

Les grévistes se battent contre le plan PACT que cherche à imposer la direction d'ADP. Il comporte des baisses de rémunération, de l'ordre de 15 %, et passe par des avenants qui modifient le contrat de travail. En cas de refus, les travailleurs sont menacés de licenciement.

Depuis quatre weekends, ils font grève à plusieurs milliers et manifestent à plusieurs centaines. Comme l'ont attesté les votes unanimes lors des rassemblements organisés par les syndicats, la revendication est sans ambiguïté : retrait du plan de la direction. L'offensive patronale va au-delà d'ADP et le PDG, de Romanet, avait présenté son plan il y a quelques mois comme un exemple pour les autres entreprises. Si la remise en cause des contrats de travail passe facilement, cela peut en inspirer d'autres. Les grévistes n'en sont que plus déterminés.

En face, le recours au bâton contre la grève va crescendo. Les 2 et 3 juillet, la police avait déjà encerclé des manifestants, les avaient verbalisés un par un pour non-respect des règles de distanciation sanitaire, et un gréviste avait été mis en garde à vue. Le 9, à Roissy, ils ont eu droit aux gaz lacrymogènes et aux coups de matraque. À Orly, la police a mis en garde à vue, en tant que « meneurs », les dirigeants de la CGT, de l'UNSA et de la CFE-CGC. Puis, le 10, elle a interdit aux grévistes de Roissy de distribuer des tracts aux passagers et de porter des signes distinctifs d'ADP ou des syndicats. Autant de mesures répressives qui s'en prennent au droit de grève et qui montrent que la direction craint la mobilisation.

Des grévistes d'ADP de Roissy se sont adressés aux travailleurs des autres entreprises de l'aéroport, pour les informer et les appeler à



Le 9 juillet à Roissy.

les rejoindre. Ils ont pu vérifier que leur mouvement est très populaire. Dans de nombreuses entreprises, les patrons s'attaquent aux salaires, par exemple chez Servair (plateaux-repas), en diminuant le 13^e mois, ou dans les entreprises de sûreté, en recalculant les primes au prorata du temps de chômage partiel imposé. Alors,

certains grévistes affirment qu'il faut aller vers une lutte à l'échelle de l'aéroport.

Depuis deux semaines, la direction a cherché à démobiliser une partie d'entre eux, en agitant la (toute petite) carotte de primes dégressives qui atténueraient temporairement les baisses de salaire. Si, le 13 juillet, deux syndicats ont signé un

protocole de fin de grève, ces miettes sont rejetées par une grande partie des grévistes et cela ne change rien au fond. Comme l'affirme une banderole : il n'y a aucune raison que les travailleurs paient, même un centime. Une nouvelle journée de grève est prévue le 16 juillet, à l'appel de la CGT.

Correspondant LO

MA France : un patron à surveiller de très près

L'usine MA France à Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis est l'ancien atelier des Presses de l'usine PSA Aulnay, fermée en 2013. Aujourd'hui, cette usine emploie près de 500 travailleurs qui fabriquent des éléments de carrosserie automobile, essentiellement pour Stellantis.

Au mois d'avril, la direction a indiqué que Stellantis, propriétaire des outils de presse, souhaitait récupérer à partir du mois d'août six gammes d'outils, sur les 42 gammes en production. D'après elle, cela se traduirait en terme par la suppression de 57 emplois. Devant l'émotion suscitée, les directions soufflent le chaud et le froid. Aujourd'hui, la direction de MA France

promet oralement qu'il n'y aura aucune suppression d'emploi et Stellantis garantit à son sous-traitant un chiffre d'affaires constant. Sauf qu'à Aulnay-sous-Bois on sait ce que valent les fausses promesses, après l'expérience de la fermeture de l'usine PSA.

Vendredi 11 juin, les travailleurs présents ont vu débarquer un huissier de justice, accompagné

d'agents de sécurité. Résultat : deux outils de presse pesant au total 27 tonnes ont été escamotés.

Un mois après, le 10 juillet, une nouvelle opération de déménagement de quatre outils a été organisée en catimini avec, cette fois, deux huissiers de justice et une présence policière, le tout entre 6 heures et 8 heures du matin.

La direction prend ces précautions parce qu'elle a mesuré la méfiance : une pétition contre le déménagement des outils a été

signée par 200 travailleurs en deux jours. Vingt-cinq d'entre eux se sont déplacés mercredi 7 juillet au tribunal, pour exiger que la direction donne toutes les informations et dénoncer les menaces sur leur emploi.

Jeudi 8 et vendredi 9 juillet, la totalité des trois équipes a participé à des assemblées générales d'une heure pour discuter.

Beaucoup réalisent que les promesses sur le chiffre d'affaires ne sont que des promesses qui, de plus, ne garantissent rien sur les

emplois et les postes.

Alors, quand le déménagement des outils du samedi 10 juillet a fuité, des travailleurs ont parlé de « braquage » et se sont réunis devant la porte de l'usine pour manifester. Ils ont écrit sur leurs banderoles : « Notre outil de travail = nos emplois », « Maintien de tous les emplois ».

Et l'idée de mettre l'usine sous surveillance, afin de contrôler en permanence le nombre de postes et d'outils, fait son chemin.

Correspondant LO

Renault – Flins : le pont, c'est bon

Les travailleurs de l'équipe 2 des secteurs Tôlerie et Ouvrants de l'usine Renault de Flins se sentaient déjà presque en week-end, le matin du mardi 13 juillet. Ils quittaient à 13 heures et le lendemain férié était suivi de deux jours non travaillés.

Mais voilà que, se croyant dans son droit, puisqu'elle a pris la détestable habitude de les faire travailler à la carte, la direction leur a annoncé ce même mardi vers 10 heures qu'en raison d'une panne, il leur fallait venir jeudi 15. Peu importait à ces messieurs ce que les uns et les autres avaient déjà programmé pour ce

long week-end, peu leur importait que les transports collectifs soient supprimés, chacun devait se débrouiller pour venir, c'était obligatoire sous peine de sanction et sans discussion.

À quelques dizaines, la quasi-totalité de l'équipe, embauchés et intérimaires, a posé le sac, comme disaient les anciens. Certains

conducteurs d'installation étaient même déjà rentrés chez eux en colère, quand, une heure et demie plus tard, devant les travailleurs décidés, la direction a dû baisser pavillon devant le débrayage. Il n'y aurait pas de sanction pour ceux qui ne viendraient pas, et des navettes ou covoiturages seraient organisés pour ceux qui viendraient travailler.

Un bon petit succès et une excellente mise en bouche pour le pont du 14 juillet!

Correspondant LO



MA France à Aulnay-sous-Bois..

Santé : les hospitaliers pris pour des mendiants

En avril dernier, le ministre de la Santé s'est penché sur la revalorisation des salaires hospitaliers, en laissant miroiter qu'ils feraient un bond en 2021.

À présent que les nouvelles grilles salariales sont publiées, nombre de soignants découvrent l'arnaque du ministère.

Depuis 2019, des mouvements du personnel hospitalier se succèdent pour obtenir de vraies augmentations. Les autorités ont fini par reconnaître elles-mêmes que le niveau des salaires était trop faible pour rendre attractifs les hôpitaux publics, les Ehpad, les

maisons de retraite, etc. Le travail y est difficile et a lieu y compris les week-ends, les jours fériés, les soirées, les nuits ; il faut souvent faire plus que ses horaires pour pallier le manque de personnel. Alors, au vu de toutes ces contraintes, beaucoup se demandent s'ils vont rester travailler à l'hôpital.

Avec le Ségur de la Santé, l'an dernier, le gouvernement a fait un premier geste en accordant 183 euros par

mois, sans que cela concerne dans un premier temps tous les travailleurs du secteur sanitaire et social. Il a fallu des mobilisations pour que, par exemple, les salariés des maisons d'accueil spécialisées d'adultes handicapés touchent cette prime, avec des mois de retard.

C'est dans ce contexte qu'a été annoncée, il y a trois mois, la nouvelle grille salariale censée « donner envie de travailler à l'hôpital », bien qu'encore une fois seul un tiers du personnel hospitalier soit concerné. Le ministère a fait la publicité

Clinique Turin – Paris 8^e : personnel fatigué, patients en danger

Mardi 13 juillet, les salariés de la clinique Turin, dans le 8^e arrondissement de Paris, étaient appelés à la grève.

Une soixantaine étaient déjà regroupés sur le trottoir à 8 heures, personnel de l'accueil, brancardiers, aides-soignants, infirmiers, et les blocs et salles de réveil étaient fermés.

Sont en cause la brutale dégradation des conditions de travail, les départs et arrêts maladie non remplacés, et la surcharge de travail liée à la fermeture de trois services sur dix. Ainsi, une infirmière et deux aides-soignantes doivent s'occuper de 22 patients de chirurgie

digestive et cardiologie. Les brancardiers peuvent se retrouver à deux pour assurer les transferts au bloc et le retour en chambre d'une cinquantaine de patients par jour. Les présents sont promenés comme des pions. Il s'y ajoute des salaires à la traîne, 1 500 euros net pour les brancardiers, 1 700 euros net pour une aide-soignante avec trente ans d'ancienneté et augmentation gouvernementale de 183 euros comprise. Le besoin de compenser les bas salaires par des

heures supplémentaires devient un moyen de chantage pour la hiérarchie.

Pourtant, la clinique a dégagé des bénéfices grâce au financement de l'État pour la période Covid. Malgré ou peut-être à cause de cela, la clinique Turin a d'abord été vendue au groupe Alma Viva, qui lui-même semble être repris par un fonds d'investissement. C'est donc l'inquiétude sur l'avenir de la clinique elle-même qui pèse sur les 300 salariés.

Du travail à la clinique, il y en a. De l'argent, les actionnaires en ont. Il faut imposer l'embauche de personnel.

Correspondant LO



de cas types : une infirmière avec vingt ans d'ancienneté toucherait 278 euros net de plus par mois, une aide-soignante avec cinq ans d'ancienneté 78 euros, etc. Mais ces nouvelles grilles qui viennent d'être publiées révèlent un énorme détail.

En effet, ces montants ne seront touchés par personne cette année. Ils sont promis à ceux qui commenceront à travailler en 2021 et qui atteindront par exemple les vingt ans d'ancienneté en...

2041. En octobre, la revalorisation d'une aide-soignante avec onze ans d'ancienneté sera en réalité de 4,11 euros net par mois. À ce prix-là, peut-on décemment parler d'attractivité de l'hôpital ?

Ce tour de passe-passe de la communication ministérielle laisse un goût amer aux hospitaliers, qui se rendent compte, une fois de plus, du mépris que leur témoignent les autorités.

Lucien Déroit

Flunch : licenciements pour les profits des Mulliez

Le 5 juillet, la direction de Flunch a annoncé la fermeture de 39 de ses restaurants à partir d'août 2021. Flunch se débarrassera aussi de 18 autres.

Ce sont près de 900 travailleurs qui vont perdre leur travail dès cet été, et d'autres risquent de suivre le même sort dans les autres restaurants dont l'avenir est en suspens.

La direction de la chaîne de restauration se plaint de la baisse de son chiffre d'affaires de 57% en 2020, par rapport à 2019. Mais Flunch n'est pas un petit restaurant au bord de la faillite. Il appartient à la famille Mulliez, septième fortune de France. Le 2 juillet 2021, le magazine *Challenges* a publié la fortune de cette famille bourgeoise, quasiment intacte malgré la crise, avec ses 24 milliards d'euros, contre 26 milliards en 2020. Mulliez possède Flunch, mais aussi Auchan, Decathlon, Boulanger, Kiabi, Alinea et bien d'autres entreprises.

Les licenciements chez Flunch font partie d'une guerre menée par la famille Mulliez contre l'ensemble

des travailleurs des groupes qu'elle contrôle. Auchan a connu des restructurations presque tous les ans depuis 2017. Alors que les hypermarchés n'ont jamais cessé de faire du chiffre pendant la crise sanitaire, Auchan a procédé à deux plans de suppressions de postes en 2020, détruisant 1 500 emplois au total. Autre exemple : Alinea, entreprise de meubles qui appartient à Mulliez, a supprimé 1 000 emplois l'an dernier également.

Voilà à quel prix cette famille bourgeoise reste la septième fortune du pays en 2021, malgré la crise et la fermeture d'une partie de ses magasins pendant les confinements. Pour préserver l'avenir des travailleurs, il faudrait au contraire imposer que les 24 milliards d'euros des Mulliez servent à maintenir tous les emplois et les salaires chez Flunch et dans les autres entreprises.

Charles Legoda



Dreuilhe – Lavelanet : 110 jours de grève des facteurs



Les facteurs du centre de Dreuilhe, près de Lavelanet en Ariège, ont refusé une énième restructuration. Elle aurait impliqué des tournées plus longues, une pause médiane hors du temps de travail, etc.

Il aura fallu 110 jours de grève pour que la direction recule sur une partie de leurs revendications.

Ils auront un renfort de plus au sein de l'équipe, il y aura 25 tournées, et non pas 24, et le temps de travail restera à 38h 11.

Cela n'aura pas été sans mal. Pendant leur mouvement, les facteurs de Dreuilhe sont allés discuter avec ceux d'autres centres ; ils ont informé la population sur le marché ;

ils sont restés au piquet de grève devant le centre, où des usagers passaient les soutenir. Tout cela a permis aux grévistes de tenir et de surmonter les périodes de découragement.

Au final, ils ont le sentiment que, pendant ces 110 jours de grève, leur détermination a payé.

Correspondant LO

Satys : grève victorieuse à Marignane...

Le 8 juillet, les peintres de Satys, en grève depuis le 5 juillet, ont arrêté leur grève avec le sentiment d'avoir gagné.

Ils sont 120 peintres et étancheurs qui travaillent pour Airbus Helicopters, 80 sur le site principal, répartis dans la plupart des hangars, et 40 sur le site du Jaï, toujours à Marignane.

Pour un travail pénible et insalubre, une exposition à des produits nocifs, ces travailleurs gagnent en moyenne 1 500 euros. La première proposition de la direction d'une prime de 500 euros, assortie d'une promesse de négociations salariales en octobre, a été rejetée et la grève a continué.

D'une part, les processus de fabrication étaient

entravés du fait de l'absence de peinture et de travaux d'étanchéité. D'autre part, la grève était de plus en plus connue et vue avec beaucoup de sympathie par les autres travailleurs de Marignane. Les grévistes ont défilé plusieurs fois sur le site, diffusé un tract, déployé une banderole, souvent salués par ceux qui passaient avec des voitures ou des engins.

Jeudi 8 juillet, les grévistes étant de retour, toujours aussi décidés, la direction leur a proposé 500 euros de prime, l'engagement à une augmentation de salaire en octobre, à

un accord d'intéressement, l'engagement aussi à l'absence de sanction et l'étalement du retrait des heures de grève sur la paie; le tout

est valable aussi pour les travailleurs de Satys Toulouse. D'accord avec ces propositions, les grévistes n'ont voulu reprendre le

travail que le lendemain, le vendredi 9, bien décidés à veiller au respect des engagements.

Correspondant LO

...et à Toulouse

Lundi 5 juillet, ayant appris la grève pour les salaires de leurs collègues d'Airbus-Marignane, les peintres avion de chez Satys, sous-traitant d'Airbus à Cornebarrieu, dans la banlieue de Toulouse, ont décidé eux aussi d'arrêter le travail, pour les salaires et pour dénoncer le manque d'effectifs.

Avec la crise sanitaire, leur patron s'est débarrassé de nombre d'entre eux par des mesures individuelles.

Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une centaine, alors qu'avant la crise ils étaient le double. Alors que le travail reprend un peu, le sous-effectif demeure et il pèse. Les travailleurs en ont assez des samedis travaillés. L'entreprise fait d'ailleurs aussi appel à des peintres bulgares ou espagnols, sous-payés.

Avec l'épidémie, il y a souvent à faire de l'« occasion », c'est-à-dire des avions qui changent de compagnie.

Cela signifie qu'il faut les poncer puis les repeindre, le ponçage introduisant de la pénibilité supplémentaire.

Après trois jours de grève, jeudi 8 juillet, le travail a repris, le patron acceptant d'accorder la prime Covid de 500 euros et promettant d'engager des négociations salariales. Les travailleurs se disent prêts à « remettre le couvert » si Satys ne respecte pas ses engagements.

Correspondant LO

Imprimerie Charente Libre: en grève contre la fermeture

Mardi 6 juillet, le quotidien *Charente Libre* n'a pas paru.

La plus grande partie des salariés ont fait grève contre l'annonce faite par le directeur au conseil social et économique (CSE) du groupe Sud-Ouest, propriétaire du journal, qui veut fermer l'imprimerie d'Angoulême en 2022, menaçant plus d'une vingtaine d'emplois.

Le contenu rédactionnel

serait envoyé et imprimé à Bordeaux, puis les exemplaires acheminés quotidiennement par trois camions à Angoulême. Il en irait de même d'ici 2023 pour le quotidien *République des Pyrénées* à Pau, aussi propriété du groupe Sud-Ouest.

Le directeur argue de la baisse des ventes du journal papier et des recettes publicitaires, disant que « trois imprimeries (Angoulême,

Bordeaux, Pau), c'est trop », et prétextant une « forte dégradation des indicateurs financiers, conduisant à des pertes d'ici quatre ou cinq ans ». C'est une allégation biaisée, alors même qu'actuellement le groupe est notamment bénéficiaire.

Quant aux travailleurs, on leur propose soit des licenciements négociés, soit une mutation à Bordeaux – d'autant plus inacceptable,

dit un syndicaliste, que beaucoup ont dépassé la cinquantaine, ont leur famille et une maison sur place.

Pourquoi la précipitation dans cette décision? Le directeur ne cache pas qu'elle découle « des délais très courts imposés par le gouvernement pour bénéficier d'aides dans le cadre du plan de restructuration des imprimeries des journaux ». En somme, le groupe Sud-Ouest

veut gagner davantage en se débarrassant des travailleurs et en plus empocher pour cela l'argent de l'État!

Ce plan scandaleux contre l'emploi des salariés doit être mis en échec. Le groupe Sud-Ouest a de l'argent et, si la charge de travail diminue, il faut la répartir en préservant l'emploi et les salaires.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Haïti : un président assassiné, des travailleurs entre désintérêt et inquiétude

La nouvelle, au petit jour, de l'assassinat du président haïtien, Jovenel Moïse, a créé une onde de choc à Haïti le 7 juillet.

À tous les niveaux, la peur a été la réaction prédominante. Dans la capitale, tous les magasins, les usines, les services publics sont restés fermés et les rues complètement vides.

Dans les quartiers populaires, il n'y a eu aucune vague de colère qui aurait pu rappeler le déferlement qui a suivi le coup d'État militaire contre le président Aristide en 1991, ni même ce qui a suivi son exil forcé vers les États-Unis en 2004. Ce fut le repli, l'enfermement, par peur de possibles affrontements entre groupes armés.

Dans ces quartiers, personne ne pleure Jovenel Moïse. Il symbolisait pour

beaucoup cinq ans de pouvoir dur, sans aucun geste pour les pauvres, la hausse des prix des produits de première nécessité, la baisse des salaires et l'aggravation de la misère. Jovenel Moïse, c'était les promesses non tenues de l'électricité «24h/24», de la scolarisation des enfants des classes populaires, de la nourriture pour tous grâce à ses champs de bananes.

Il est surtout jugé responsable de la recrudescence des groupes armés qui contrôlent les quartiers pauvres. Sa mort semblait un juste retour du bâton brandi contre les pauvres. Il n'y a donc eu aucun regret dans ces quartiers, la mort

du président ayant même été sujet à quolibets car, refusant de remettre le pouvoir le 7 février, il avait déclaré : « Certains présidents ont été renversés, exilés, tués, mais moi je resterai là, accroché comme une arête dans votre gorge ! » Dans une ville de province, il a même eu droit à un enterrement burlesque.

La peur reste présente, peur de voir la lutte à venir pour le pouvoir se retourner contre les plus pauvres. Personne n'est dupe de la parodie d'une police haïtienne qui fuit devant les gangs mais qui, dès le lendemain de l'assassinat, a arrêté un commando d'une vingtaine d'ex-militaires aguerris et lourdement armés. Si ce sont ceux-là les tueurs, qui sont les commanditaires ? Est-ce le PHTK, le parti en crise de

Moïse ? Est-ce l'oligarchie haïtienne, qui en avait assez de sa marionnette ? Ou bien les États-Unis, par l'intermédiaire de leur ambassade ? L'habitation de Moïse, située à quelques minutes de la maison de l'ambassadeur, a subi des menaces des heures auparavant, sans aucune réaction du côté américain.

Ni la mort de Jovenel Moïse ni la réponse à ces questions n'apporteront un changement pour les pauvres d'Haïti. Les rues sont toujours sous le contrôle des bandes armées qui rançonnent, violent, kidnappent et tuent. C'est ainsi que plus de 5 000 habitants ont dû fuir leur quartier au sud de Port-au-Prince pour se réfugier dans un gymnase ou chez quelqu'un, en attendant de pouvoir regagner

leur logement. Les déplacés qui fuient la terreur de ces bandits se comptent par milliers.

L'inquiétude prévaut face aux possibles réactions de ces groupes armés au service de clans politiques qui s'affrontent pour le pouvoir. Pour l'instant, le projet est une coalition des divers partis pour nommer un président et un Premier ministre qui organiseraient de nouvelles élections. Ils demandent à la population de rester calme, mais surtout aux travailleurs de reprendre le chemin des usines et de l'exploitation !

Correspondance de militants de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR) - Haïti

Afrique du Sud : émeutes de la pauvreté

L'Afrique du Sud est secouée par des manifestations qui ont viré à l'émeute depuis le 10 juillet. Après l'appel de l'armée en renfort de la police, la répression a déjà fait plus de soixante-dix morts.



Manifestants pro-Zuma à Johannesburg, le 11 juillet.

La lutte que se livrent deux clans au sein du parti au pouvoir, l'ANC, a été le détonateur. L'actuel président, Cyril Ramaphosa,

et ses soutiens ont écarté il y a plusieurs années leurs rivaux, groupés autour de l'ancien président Jacob Zuma, accusé de corruption.

Celui-ci a dû céder sa place à Ramaphosa en 2018, avant la fin de son mandat. Depuis deux ans, il refuse de répondre aux convocations de la justice, qui a fini par le condamner à quinze mois d'emprisonnement pour outrage.

Après l'arrestation de Zuma, c'est dans la province du KwaZulu-Natal que les manifestations pro-Zuma ont commencé. La route qui relie le port de Durban à Johannesburg, la capitale économique du pays, a été coupée. L'agitation a ensuite changé de nature en gagnant Johannesburg et surtout les banlieues pauvres et très peuplées dont la ville est entourée. Les émeutes ont alors donné lieu à des pillages de commerces, y

compris d'alimentation.

Ces anciens townships, tel Soweto, où les Noirs devaient habiter à l'époque du régime raciste de l'apartheid, concentrent toujours la pauvreté. Les problèmes de la population de ce pays, parmi les plus inégalitaires de la planète, y prennent une acuité toute particulière.

Une minorité bourgeoise, traditionnellement blanche et rejointe par quelques riches Noirs depuis l'accession au pouvoir de l'ANC en 1994, accapare toutes les richesses, mais la pauvreté se concentre à l'autre pôle de la société. Ainsi 90% des foyers noirs ne peuvent pas payer une assurance médicale. Le chômage s'est accru en 2020 et reste depuis à un taux officiel de 32% : plus de

7,2 millions de travailleurs sont privés d'emploi. Le manque de vaccins anti-Covid a accentué encore cette situation sociale dramatique, qui débouche sur la flambée de révolte actuelle, dont l'agitation pro-Zuma n'a été que le déclencheur.

L'ANC, qui avant d'être au pouvoir représentait un espoir politique pour la classe ouvrière noire, n'offre plus aucune perspective à ceux que la pauvreté pousse à la révolte ; pas plus que le Parti communiste, qui est allié à l'ANC et soutient la répression.

À ce jour, la seule réponse donnée par l'État aux classes populaires est de leur envoyer la police et l'armée.

Lucien Détroit

Été 2021 : les militants de Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs

Région du Havre

Jeu 15 juillet : Fécamp
Ven 16 juillet : Bolbec
Sam 17 juillet : Le Havre

Nièvre-Cher

Jeu 15 juillet : Bourges
Ven 16 juillet : Issoudun
Sam 17 juillet : Vierzon

Calvados-Orne

Jeu 15 juillet : Falaise
Ven 16 juillet : Rives-d'Andaine
Sam 17 juillet : Verneuil d'Avre et d'Iton

Pas-de-Calais

Jeu 15 juillet : Arras
Ven 16 juillet : Compiègne
Sam 17 juillet : Compiègne

Marne-Ardenne

Jeu 15 juillet : Charleville-Mézières

Ven 16 juillet : Sedan

Sam 17 juillet : Sedan / Charleville-Mézières

Savoie

Jeu 15 juillet : Albertville
Ven 16 juillet : Annecy
Sam 17 juillet : Chambéry

Alsace

Lun 19 juillet : Schiltigheim
Mar 20 juillet : Sélestat
Mer 21 juillet : Strasbourg
Jeu 22 juillet : Mulhouse
Ven 23 juillet : Colmar
Sam 24 juillet : Ensisheim

Allier / Puy-de-Dôme

Lun 19 juillet : Vichy
Mar 20 juillet : Clermont-Ferrand
Mer 21 juillet : Montluçon
Jeu 22 juillet : Issoire

Ven 23 juillet :

Cournon-d'Auvergne
Sam 24 juillet : Riom

Région bordelaise

Lun 19 juillet : Mérignac
Mar 20 juillet : Bordeaux
Mer 21 juillet : Bègles
Jeu 22 juillet : Ambarès-et-Lagrave
Ven 23 juillet : Lormont
Sam 24 juillet : Bordeaux

Loire-Drôme

Lun 19 juillet : Saint-Étienne
Mar 20 juillet : Saint-Chamond
Mer 21 juillet : Annonay
Jeu 22 juillet : Montélimar
Ven 23 juillet : Romans-sur-Isère
Sam 24 juillet : Valence

Nord

Lun 19 juillet : Onnaing

Mar 20 juillet : Saint-Saulve

Mer 21 juillet : Bruay-sur-l'Escaut
Jeu 22 juillet : Denain
Ven 23 juillet : Maubeuge
Sam 24 juillet : Valenciennes

Picardie-Somme

Lun 19 juillet : Beauvais
Mar 20 juillet : Amiens
Mer 21 juillet : Le Tréport
Jeu 22 juillet : Abbeville
Ven 23 juillet : Amiens
Sam 24 juillet : Beauvais

Loiret

Lun 19 juillet : Orléans
Mar 20 juillet : Orléans
Mer 21 juillet : Pithiviers
Jeu 22 juillet : Gien
Ven 23 juillet : Montargis
Sam 24 juillet : Montargis